

**Fonds fédéraux pour le transport collectif  
Le Québec pourrait perdre plusieurs centaines de millions de dollars qui lui sont dédiés**

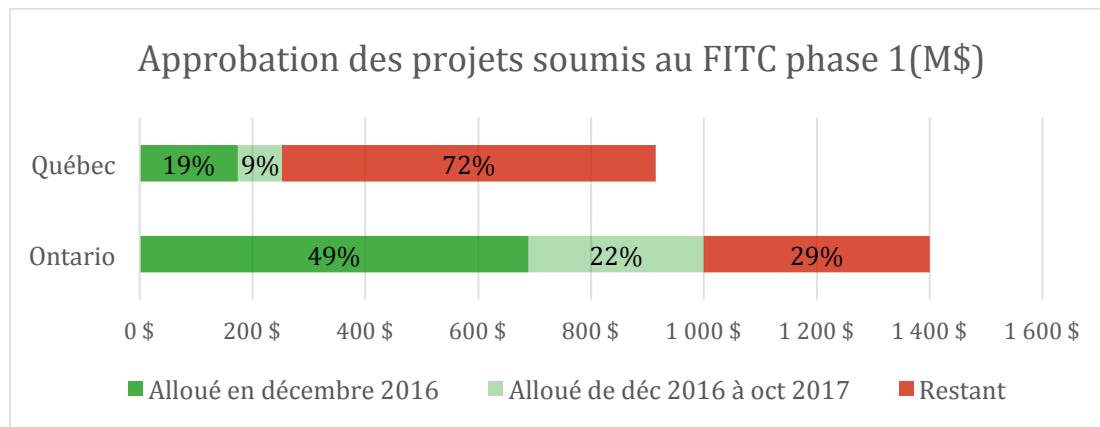
Montréal, le 27 octobre - Avec la mise à jour économique du gouvernement fédéral de mardi dernier, TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs au Québec, se désole de constater à nouveau la lenteur du Québec à engager les sommes fédérales en transports en commun. Il est clair que quelque chose cloche dans le processus d'approbation des projets. Les différents paliers de gouvernement ne peuvent plus se renvoyer la balle.

**L'approbation des projets au Québec fait pratiquement du surplace**

En décembre 2016, [173,7 millions \\$](#) demandés par Québec avaient reçu l'approbation fédérale pour s'élever aujourd'hui à seulement [252,39 millions \\$](#) (voir la capture d'écran ci-dessous). Par rapport aux sommes prévues, il reste donc plus de 650 millions \$ sur les 914,7 millions \$ promis initialement au Québec qui doivent être engagés au plus tard en 2018 pour la phase 1 du Plan investir dans le Canada.

**Le Québec en queue de peloton**

Dans le contexte de cet important retard du Québec, TRANSIT s'inquiète du devenir de ces sommes non utilisées après l'échéance. Après avoir soulevé des inquiétudes à l'automne 2016, puis au moment du dépôt du budget fédéral au printemps 2017, [TRANSIT a sonné l'alarme](#) au cours de l'été, craignant que le gouvernement du Québec passe à côté de sommes importantes. En effet, dans une [lettre transmise](#) au ministre des Finances du Québec, Carlos Leitão, le ministre fédéral de l'Infrastructure et des Collectivités, Amarjeet Sohi, incitait le gouvernement québécois à accélérer la cadence « pour veiller à ce que [l']allocation de financement puisse être utilisée dans son intégralité ».



À Toronto, le maire Tory s'inquiétait mardi dernier que sa ville puisse perdre [121 millions du fédéral](#) en raison de la date d'échéance de la phase 1, alors que l'Ontario a déjà reçu 71% des budgets prévus pour ses projets. Comparativement, le Québec a à peine réussi à approuver des des projets qui équivalent à 28% des sommes disponibles en transport collectif, ce qui pourrait se traduire par une perte de plusieurs centaines de millions de dollars. Pour sa part, la Colombie-Britannique a déjà fait approuver 88% des sommes.

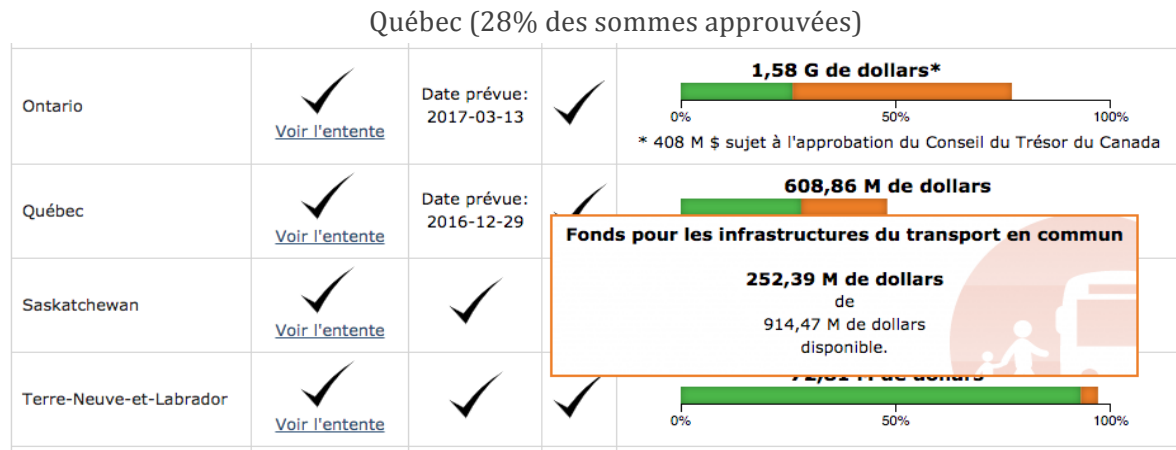
Considérant la lenteur du processus actuel, TRANSIT s'interroge sérieusement sur la capacité du Québec d'utiliser les sommes inégalées inscrites dans la phase 2 du Plan investir dans le Canada. Rappelons qu'en transport collectif seulement, plus de [25 G\\$ sont prévus pour l'ensemble du pays](#).

### **Pour que la population du Québec profite d'améliorations importantes des services en transport collectif**

Encore une fois, TRANSIT exhorte tous les paliers de gouvernement à collaborer davantage afin que les projets du Fonds pour l'infrastructure de transport en commun qui ont été soumis et qui sont en cours d'examen par le fédéral soient acceptés le plus rapidement possible, la date d'échéance étant le 31 mars 2018.

#### **Capture d'écran du site d'Infrastructure Canada en date du 26 octobre 2017**

#### **[Investissement de la Phase 1 du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées et du Fonds pour les infrastructures du transport en commun](#)**



### **À propos de TRANSIT**

La mission de TRANSIT est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d'en bénéficier. Depuis sa création en août 2011, TRANSIT publie des rapports d'analyse et fait état de plusieurs recommandations pour pallier

la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici 2020.

**Source**

Samuel Pagé-Plouffe

Cell : 514.714.6762

[info@transitquebec.org](mailto:info@transitquebec.org)